

Cadrage macroéconomique

La croissance carbure au pétrole

En 2014, la croissance martiniquaise s'élève à 1,4 %, après une évolution quasi nulle ou négative depuis 2011 (-0,2 % en 2011, +0,2 % en 2012 et -0,9 % en 2013). Cette hausse est principalement due à un effet de rattrapage par rapport à 2013 en lien avec l'activité pétrolière. Hors production et exportation pétrolières, l'économie montre également des signes, modestes, de reprise, à commencer par la consommation des ménages en légère augmentation (+0,6 % en volume) et l'investissement en hausse de 4,5 % en volume.

Clémentine Garandau, Insee

En 2014¹, le produit intérieur brut (PIB) de la Martinique amorce une reprise : il évolue de 1,4 % en volume, après -0,9 % en 2013. Avec une population qui baisse de 0,5 % en 2014, le PIB par habitant augmente de 2,4 % en euros constants et s'établit à 22 200 euros. Sur la France entière, le PIB par habitant s'élève à 32 200 euros, en Guadeloupe à 20 100 euros et en Guyane à 15 600 euros.

Les exportations de pétrole dopent la croissance

Les exportations de pétrole s'enflamment en 2014 suite à l'arrêt de la raffinerie locale, la Société Anonyme de la Raffinerie des Antilles (SARA), pendant plusieurs semaines en 2013 pour contrôle et remise à neuf. Ainsi, après avoir chuté de 29,5 % en volume en 2013, la production de produits pétroliers raffinés repart à la hausse en 2014 : +33,5 %. Cela impacte les échanges commerciaux de plusieurs manières : les importations de produits pétroliers raffinés sont en baisse (-13,6 % en valeur) au profit de la production locale. Les importations de pétrole brut, réalisées en majeure partie par la SARA pour servir d'inputs dans la fabrication des produits pétroliers raffinés, augmentent de 24,1 %.

Enfin, les exportations de produits pétroliers raffinés doublent du fait de la reprise de la production locale mais aussi d'un déstockage important de la SARA. Ainsi, les exportations totales décollent de 27,1 % en volume. Avec un poids de 8 % dans le total des ressources (production locale + importations), elles contribuent pour +2,6 points à la croissance.

Hors pétrole et en excluant une transaction exceptionnelle sur un avion à hauteur de 13,5 millions d'euros en 2013, les exportations progressent.

Les exportations de bananes repartent après une année 2013 difficile, et dépassent le niveau de 2012, avec 190 000 tonnes de bananes exportées. La production de rhum est en hausse de 2,9 % et celle de sucre de 10,9 %.

Les importations augmentent de 4,1 % en volume et représentent 27 % du total des ressources. Cette hausse provient d'une part, des produits issus des industries extractives (dont le pétrole brut) et d'autre part des biens manufacturés (+3,4 %), en lien avec une consommation des ménages qui reprend timidement.

Ménages et administrations publiques soutiennent la croissance

La consommation des ménages représente 48 % du total des ressources martiniquaises. Après avoir été en légère baisse chaque année depuis 2011, elle montre quelques signes positifs en 2014 et progresse de 0,6 % en volume, et ce malgré une population qui baisse de 0,5 %. Cette hausse s'inscrit dans un contexte de faible inflation (+0,7 % en moyenne annuelle), avec des prix de produits pétroliers bruts et raffinés particulièrement faibles et une stabilisation du nombre de demandeurs d'emploi.

Cette hausse de la demande des ménages se traduit par une hausse des importations de produits non alimentaires, tandis que celles de biens alimentaires stagnent. Les ventes de voitures neuves sont de nouveau en légère augmentation (+1,9 %) sous l'effet d'un rattrapage après deux années difficiles. Signe d'une reprise timide, les crédits à la consommation des ménages sont en repli (-0,5 %).

Du côté des administrations publiques, les dépenses progressent significativement : +1,6 % en volume.

Elles représentent 32 % du total des ressources et, en volume, dépassent, le niveau de 2010 pour la première fois en 5 ans, du fait d'une hausse à la fois de la masse salariale et des achats et charges externes.

L'investissement se maintient

Après deux années de baisse, l'investissement retrouve un certain dynamisme avec une hausse de 4,5 % en volume, pour un poids de 12 % dans le total des ressources. Cette hausse de l'investissement est portée principalement par les entreprises. L'encours des crédits d'investissement qui leur sont accordés augmente sensiblement (+5,4 %), après deux années de baisse consécutives (-1,4 % en 2012 et -2,7 % en 2013). Les crédits à l'investissement contractés par les ménages augmentent timidement (+1,3 %) alors que les autorisations de construire baissent (-6,5 %). Dans le secteur public, de gros travaux comme la construction du Transport Collectif en Site Propre (TCSP) et la reconstruction d'hôpitaux continuent de soutenir l'investissement.

La croisière a le vent en poupe

Les dépenses des touristes stagnent à 298,5 millions d'euros en 2014. Elles se composent à 96 % des dépenses des touristes de séjour. Leur nombre est resté constant par rapport à 2013 (489 600 touristes) bien que leurs dépenses soient en légère baisse (-0,7 %). Le nombre de croisiéristes continue d'augmenter et atteint 177 800, (+71,3 % par rapport à 2013). Leurs dépenses évoluent de façon comparable et s'élèvent à 2,1 millions d'euros et compensent ainsi la légère baisse des dépenses des touristes de séjour.

¹ Les données macroéconomiques 2015 ne seront disponibles qu'au cours du 3^e trimestre 2016 et feront l'objet d'une publication en fin d'année.

1 Une croissance à 1,4 % dynamisée par les exportations de produits pétroliers raffinés

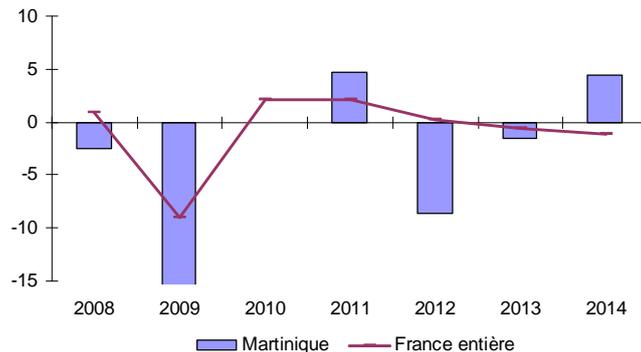
Taux de croissance du PIB en volume, en %



Source : Insee, Cerom, Comptes rapides.

4 L'investissement se redresse, porté par les entreprises

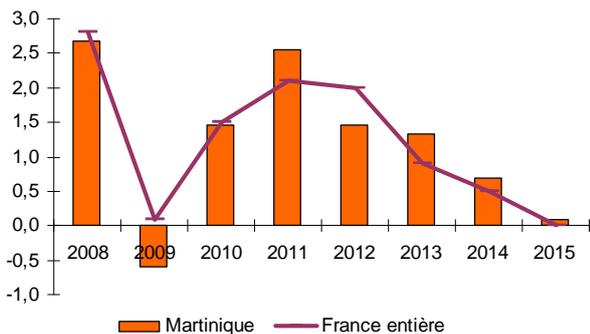
Évolution de l'investissement en volume, en %



Source : Insee, Cerom, Comptes rapides.

2 Une inflation nulle en 2015

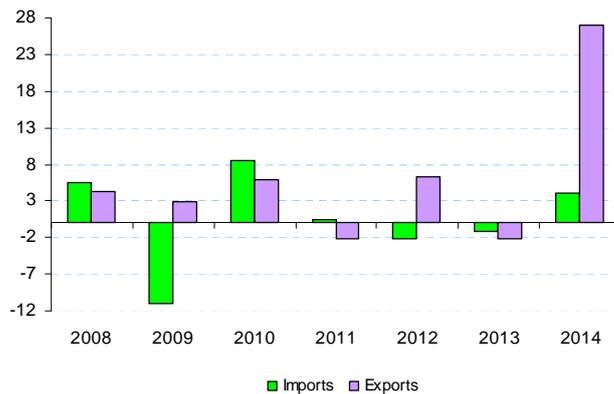
Évolution de l'indice des prix, moyenne annuelle en %



Source : Insee, Cerom, Comptes rapides.

5 Les exportations portées par les produits pétroliers

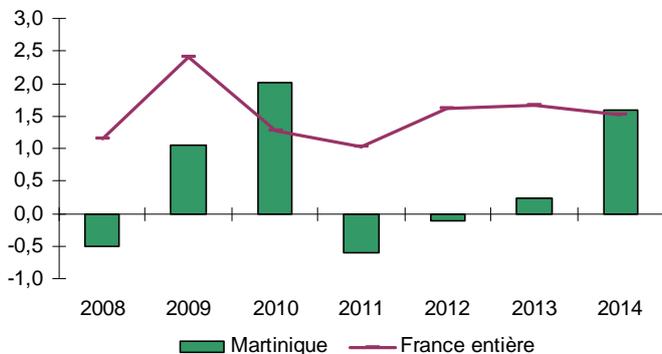
Évolution des échanges extérieurs en volume : taux de croissance en %



Source : Insee, Cerom, Comptes rapides.

4 Les administrations publiques dépensent davantage

Évolution des dépenses en volume : taux de croissance en %



Source : Insee, Cerom, Comptes rapides.